



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87 039 Limoges

Limoges, le 02/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LES CHARPENTIER DU LIMOUSIN**

Zone artisanale  
87640 Razès

Références : UiD872024-237  
Code AIOT : 0006003137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement LES CHARPENTIER DU LIMOUSIN implanté Zone artisanale 87 640 Razès. L'inspection a été annoncée le 15/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées.

Le site autrefois soumis à autorisation ICPE à cause de son bac de traitement a été déclassé au niveau du régime de la déclaration avec contrôle périodique ICPE en octobre 2019 lors du remplacement du bac de traitement initial par une nouvelle machine avec technologie par aspersion.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CHARPENTIER DU LIMOUSIN

- Zone artisanale 87 640 Razès
- Code AIOT : 0006003137
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale déclarée par la société est la fabrication et la pose de charpentes en bois

### Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Biocides
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation du contrôle périodique ICPE 2415	Code de l'environnement du 25/11/2024, article R. 512-58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Code de l'environnement du 25/11/2024	Sans objet
3	Usage des produits biocides	Règlement européen du 25/11/2024, article Règlement sur les produits biocides [RPB, règlement (UE) n° 528/2012] Code de l'environnement art. L521-17 et art. R521-2-14.15° Règlement REACH n°1907/2006 art. 37.5	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7. Installations électriques	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le remplacement du bac de traitement par une nouvelle machine par aspersion a entraîné un déclassement ICPE du régime de l'autorisation vers le régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2415.

Le contrôle périodique relatif à cette rubrique aurait dû être réalisé avant le 30 septembre 2024.

À ce jour ce contrôle périodique n'est pas réalisé et l'exploitant souhaite passer définitivement en-dessous des seuils de 200 L de produit biocide présent sur site. D'autant que le site n'est classable que lorsque le seul bidon de 215 L de produit biocide vendu par ADKALIS est présent sur site, me seuil de classement étant fixé à 200 L.

Par ailleurs, l'utilisation des derniers bidons achetés donne une fréquence d'usage d'environ 17 mois/bidon ce qui rend approximativement le site classable pour 1,25 mois et donc non classable les 15,75 mois suivants précédant l'achat d'un nouveau bidon.

Si l'exploitant effectue ce choix de passer en dessous du seuil de 200 L, alors il devra justifier à l'Inspection des installations classées son passage en-dessous du seuil.  
Dans le cas contraire, alors il devra effectuer le contrôle périodique au titre de la rubrique 2415.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/11/2024
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'Inspection des installations classées, il y a 2 rubriques ICPE en activité sur site :</p> <p>1°) <u>RUBRIQUE 2415 :</u> Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3700, la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans les installations étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Supérieure à 1 000 L .....E</li> <li>Supérieure ou égale à 200 L, mais inférieure ou égale à 1 000 L .....DC</li> </ol> <p><b>=&gt; cf. dossier d'octobre 2019 : présence d'un bain de 400 L avec produit de traitement SARPALO 860</b></p> <p>2°) <u>RUBRIQUE 2410 :</u> Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Supérieure à 250 kW .....E</li> <li>Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW .....D</li> </ol> <p><b>=&gt; cf. dossier d'octobre 2019 : 132 kW de puissance installée donc 2410 D.</b></p> <p>3°) <u>RUBRIQUE 1532 :</u> Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> .....A</li> <li>Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant :</li> <li>a) Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> .....E</li> </ol> <p>b) Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> .....D</p> <p><b>=&gt; cf. dossier d'octobre 2019 : Non Classable</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>1°) <u>RUBRIQUE 2415 :</u> L'inspection constate la présence d'une machine par aspersion alimentée par un fût de 215 L de SARPALO 860 acheté à la société ADKALIS et produit par BERKEM.</p>

La comptabilité de l'entreprise fait état de l'achat de 2 fûts de 215 L en janvier 2022 et mai 2023. L'exploitant n'a pas fait réaliser dans les 5 ans suivant le 30 septembre 2019 de contrôle périodique comme demandé par le courrier de l'Inspection des installations classées du 17 octobre 2019 . Par ailleurs, le volume de produit SARPALO 860 sur site induit un classement ICPE dès lors que le fût unique présent sur le site est rempli entre 215 L et 200 L. Le reste du temps le site n'est pas classable.

Il est à noter que le site n'est classable au titre de cette rubrique 2415 que pendant la période où le fût contient une quantité entre 200 et 215 L de produit biocide SARPALO 860.

De plus, vu la consommation de produit qui avoisine les 215 L tous les 17 mois, soit environ 12 L/mois, alors le site n'est classable que pendant 1,25 mois et donc non classable les 15,75 mois suivants environ et ceci par cycle.

L'exploitant nous a fait part de sa volonté de passer en dessous du seuil de classement ICPE au titre de la rubrique 2415 en demandant à son fournisseur de n'avoir, si possible, que des fûts de 100 L.

#### 2°) RUBRIQUE 2410 :

L'inspection constate que le contrat d'électricité souscrit est de 132 kVA avec possibilité d'extension à +36kVA en pointe.

Sur une des dernières factures fournies pour l'ensemble du site, il est constaté une valeur de 5 266 kWh consommés représentant avec le chauffage et l'éclairage des bureaux une puissance d'environ 166 kW.

Le site est donc à considérer comme étant soumis à la rubrique 2410 au régime de la déclaration.

#### 3°) RUBRIQUE 1532 :

L'inspection constate que le volume des en-cours de production et de bois présents sur site n'excède pas les seuils de classement :

- dans l'atelier de production de charpente : présence d'environ 30 m<sup>3</sup> de bois
- dans l'atelier de traitement : présence d'environ 70 m<sup>3</sup> de bois
- dans l'appentis de stockage de bois : présence d'environ 50 m<sup>3</sup> de bois

Soit un total d'environ 150 m<sup>3</sup> de bois présent sur site.

L'exploitant nous indique d'ailleurs ne jamais excéder 300 m<sup>3</sup> de bois présent sur site.

Le site est donc non classable au titre de la rubrique 1532.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réalisation du contrôle périodique ICPE 2415**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/11/2024, article R. 512-58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle périodique ICPE 2415
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1. Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an. Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53. Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation. Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.
<b>Constats :</b> Le courrier de l'inspection UD872019-334 du 17 octobre 2019 indiquait que le contrôle périodique au titre de la Rubrique 2415 devait être effectué au plus tard le 30 septembre 2024. Le contrôle périodique n'est pas réalisé le jour de la visite d'inspection le 25 novembre 2024.
<b><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></b> <b>L'exploitant doit produire dans les deux mois à l'Inspection des installations classées le contrôle périodique au titre de la rubrique 2415 s'il souhaite continuer avec plus de 200 L de produit biocide SARPALO 860 sur site.</b>  <b>Si l'exploitant souhaite continuer avec moins de 200 L de produit biocide SARPALO 860 sur site, alors :</b> <ol style="list-style-type: none"><li>1. il informera au plus tôt l'Inspection de sa date de passage effective sous le seuil de classement avec les éléments permettant de justifier du respect de ce seuil dans le temps.</li><li>2. il effectuera la démarche administrative de cessation d'activité ICPE au titre de cette rubrique 2415 (DC).</li></ol>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Usage des produits biocides

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 25/11/2024, article Règlement sur les produits biocides [RPB, règlement (UE) n° 528/2012] Code de l'environnement art. L. 521-17 et art. R. 521-2-14.15° Règlement REACH n°1907/2006 art. 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32 En particulier, cela comprend le type de biocides utilisé sur site, leur quantité, la présence de la FDS et de la fiche technique d'usage du produit biocide (où doit être mentionné le temps après lequel un bois traité peut-être mis à l'air libre (en général de 24 à 48 heures). On peut aussi trouver dans cette fiche technique le nombre de cycles autorisés pour l'usage du produit. Contrôle visuel des conditions d'entreposage des produits biocides en phase liquide (GRV de 1 m <sup>3</sup> , cuves avec vrac, propreté de la zone de dépotage)
<b>Constats :</b> La technique de traitement du bois utilisée sur site est la projection surfacique avec une machine automatisée par aspersion de marque A2C de conception récente (2021). Le produit de traitement (biocide) qui est utilisé dans la machine est le SARPALO 860 de la société ADKALIS. Le colis de bois réceptionné dans la machine effectue 2 passages horizontaux puis 1 passage avec inclinaison automatique du colis de bois. L'égouttage est paramétré pour quelques minutes et permet à l'excédent de produit biocide de s'écouler dans un bac. <b>Le cycle de travail est donc fermé à l'exception de quelques déchets de bois imprégnés qu'il conviendra d'éliminer à l'avenir avec les déchets dangereux du site.</b> <b>De même, les bidons de SARPALO 860 utilisés depuis la mise en service sont stockés vides et à faire éliminer.</b> <b>Comme indiqué dans la fiche technique d'utilisation du SARPALO 860, les résidus de produit, les emballages et tout autre déchet lié au traitement doivent être considérés comme des déchets dangereux.</b> Ils sont sous la responsabilité du détenteur et doivent être traités en centre spécialisé. La Fiche de Données de Sécurité (FDS) version 4.2 du 14/11/2022 du produit indique qu'il s'agit du code déchet 03 02 05 *. Les pictogrammes de danger sont en visibilité sur les plaques en bois latérales de la machine. La rétention de 250 L en métal est suffisante et propre : le bidon de SARPALO 860 fait 215 L. <b>Demander à ADKALIS la dernière version de la FDS en vigueur (décalage entre les pictogrammes de danger des bidons et ceux indiqués sur la FDS).</b> Une attention sera portée sur la date de péremption du produit. Il n'y a pas de trace de coulure sur le sol au pied de la machine (sol bétonné tout autour neuf et propre)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7. Installations électriques
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.
<b>Constats :</b> Le dernier rapport conforme de vérification périodique Q18 a été réalisé le 14/02/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après : - chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres. <b>Objet du contrôle :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• présence des extincteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>• présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;</li><li>• présence de plans des locaux, avec descriptions des dangers associés ;</li><li>• présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an.</li></ul>



**Constats :**

1. La défense incendie du site est articulée comme suit :

- présence d'extincteurs à l'intérieur des bâtiments
- présence d'un poteau incendie de zone dont le capotage est neuf

Par courrier en date du 23 novembre 2017, l'exploitant avait fourni la convention signée avec la Mairie de Razès pour la réserve d'eau historique de la COGEMA qui occupait le site autrefois et l'attestation de débit de 142 m<sup>3</sup>/h du poteau incendie situé à proximité du site.

Or, le responsable des services techniques de Bessines-sur-Gartempe contacté par l'Inspection des installations classées le 25/11/2024 indique que ces caractéristiques seraient en réalité celles du poteau incendie situé au niveau de l'écopoint de collecte, au carrefour du C4 et de la D44.

Les services techniques de Bessines-sur-Gartempe ont confirmé à l'Inspection des installations classées par courriel du 29/11/2024 que le débit du poteau incendie à proximité du site est oscille entre 115 et 117 m<sup>3</sup>/h.

2. Le secrétariat du site dispose d'un téléphone fixe pour appeler les secours.

3. Le plan des locaux, avec descriptions des dangers associés sont à créer

4. Les deux derniers certificats Q4 conformes ont été réalisés les 23/03/2023 et 22/05/2024.

Il conviendra de demander ce dernier au prestataire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées un plan des locaux, avec descriptions des dangers associés.

L'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées le rapport du dernier Q4 du 22/05/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois